



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

Licenciements, chômage partiel, fermetures de sites...

# Ça ne peut plus durer ! En grève et dans la rue le 19 mars !

Tract édité par les comités NPA de l'Eure - Mars 2009

900 000 chômeurs en plus au mois de janvier, soit encore plus que le chiffre déjà élevé de novembre 2008 (64 000), 300 000 de plus depuis mars 2008 : les effets de la crise du capitalisme s'accroissent.

Par chez nous aussi, les annonces de licenciements et de suppressions de postes se multiplient : 800 chez Glaxo à Evreux, le plus gros employeur privé du département, mais aussi 35 chez Kapp Lahure Jombart (1/3 de l'effectif), mais encore 55 licenciements sur 490 salarié-e-s aux Andelys chez Holophane, ou 80 à Rugles chez Novelis, ou 260 chez Tyco à Val de Reuil avec fermeture du site, comme pour les 58 de chez Diguët-Deny à Breteuil-sur-Iton. On peut allonger la liste, sans oublier que partout, les intérimaires et CDD ont déjà été éliminés, ce qui augmente considérablement le nombre de victimes. Et puis il y a aussi toutes ces boîtes où le chômage technique s'accumule : Renault à Cléon, Sealynx (ex-Metzeler) à Charleval, chez M-real à Alizay, ou encore à Federal Mogul (247 salariés), à Garennes-sur-Eure, ou chez Allibert (240 salariés), à Gaillon...

## NOUS NE PAIERONS PAS LA CRISE DES RICHES

Tout le monde comprend bien que les capitalistes veulent nous faire payer leur crise. Sarkozy et ses complices vont encore exonérer les entreprises de cotisations : mais il y a déjà eu 65 milliards d'euros d'exonérations en 2007, et où sont les embauches ? L'Etat supprime en plus des dizaines de milliers d'emplois de fonctionnaires utiles dans les écoles, les hôpitaux, les transports... Tandis que les profits des plus riches explosent, les salariés, les précaires, les surendettés, les sans-logis, tous les petits sont de plus en plus étranglés.

## LA PEUR PEUT CHANGER DE CAMP...

Le patronat et le gouvernement ne sont forts que tant que les résistances restent éclatées : on l'a bien vu en Guadeloupe, en Martinique et maintenant à la Réunion, où la peur a changé de camp face à la grève générale unie et prolongée.



Face au chômage, un plan d'urgence s'impose : interdiction des licenciements, arrêt des subventions aux entreprises qui licencient, paiement à 100% des jours chômés, réduction du temps de

travail (30 heures sans flexibilité et avec embauches correspondantes) ; arrêt des suppressions de postes, création massive d'emplois dans la santé, l'Éducation, les transports, la protection de l'environnement. Le patronat a les moyens de maintenir les emplois. Il s'est largement goinfré des fruits de notre travail. Ce n'est pas à nous de payer leur crise !

## ...SI NOUS SAVONS NOUS COORDONNER

Les mille colères populaires peuvent se rejoindre en une riposte unie qui transformera l'éparpillement, la lassitude et l'inquiétude actuelles en une force capable de faire peur aux possédants et de les faire céder comme en Guadeloupe. C'est bien l'enjeu de la grève unitaire et interprofessionnelle du jeudi 19 mars. Il faut que nous soyons encore plus nombreux et déterminés au rendez-vous que le 29 janvier, prêts et déterminés à nous engager dans l'inévitable épreuve de force prolongée, semblable à celle des travailleurs de Guadeloupe et de Martinique.

**EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 19 MARS !  
ÉVREUX : 14h, salle omnisports**

## Pour prendre contact avec le NPA de l'Eure

NOM, PRENOM : ..... TEL : .....

ADRESSE : ..... E-MAIL : .....

A retourner à : Gérard Prévost, NPA 27, 43, rue St-Jean - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27@hotmail.fr

Site : [bulletindestrailleurs.over-blog.com](http://bulletindestrailleurs.over-blog.com)

---

## Novélis Rugles : amiantés puis licenciés !

Le 3 mars a eu lieu le procès qui oppose 70 salariés de l'usine Novélis de Rugles à sa direction, poursuivie pour avoir exposé les travailleurs du site à l'amosite, la plus cancérigène des formes de l'amiante.

C'est en novembre 2005 que débutent des travaux de démolition sur des fours de recuit installés en 1967.

Aux inquiétudes exprimées par les salariés et le CHS-CT « CGT » quant à la possible présence d'amiante dans ces fours, le directeur EHS (environnement, hygiène, sécurité) leur répond qu'il n'y a aucun risque... malgré le référencement de cette substance dans les plans du site.

« Aucun » risque, donc aucune protection, masque ou confinement du chantier.

« On nous a envoyé travailler dans la mort » dira un intérimaire avant l'audience. Chaque four contenait en effet 700 kg d'amiante. Près de 2 tonnes auront été pulvérisées, à la masse, ventilées dans le site en plein centre de l'atelier en fonctionnement pendant les 11 jours de travaux,

312 salariés ont subi une exposition passive. 23 autres, qui intervenaient dans la fosse, une exposition directe. 12 d'entre eux ont été victimes d'une inhalation massive. La plupart étaient des intérimaires et l'un d'entre eux était mineur et n'aurait donc pas dû se trouver sur un chantier de démolition.

Les avocats des parties civiles, soutenus par la CGT de l'usine et l'ANDEVA (Association Nationale de Défense des Victimes de l'Amiante) ont demandé que Novélis et le directeur EHS (citée en qualité de civilement responsable) soient condamnés, solidairement, à payer des dommages et intérêts de 10 000 euros par salarié partie civile.

Au vu des faits accablants, la défense s'est retranchée dans un cynisme pitoyable invoquant un « effet de mode » pour expliquer les poursuites engagées. Le procureur, quant à lui, a requis une peine de prison de 10 mois avec sursis et 5 000 euros d'amende à l'encontre du directeur EHS.

La seule brèche que l'avocat de Novélis aura cherché à exploiter est venue d'une des parties civiles, qui, à la surprise de tous, a réclamé une indemnisation de... 1 euro ! Cette partie civile bien accommodante avec la direction, et pour qui la vie des travailleurs de Novélis vaut 10 000 fois moins que pour les plaignants, parmi lesquels de nombreux syndiqués CGT, et même 5 000 fois moins que pour le procureur, c'est... le secrétaire de l'union locale CGT de Rugles. Ecoeurant !

Rien ne peut justifier un comportement aussi étranger à l'intérêt élémentaire de tous les travailleurs !

Le jugement a été mis en délibéré au 12 mai prochain. Un mois de mai qui sera aussi marqué par les premiers départs qui seront la conséquence des 80 licenciements programmés, et contre lesquels la résistance a été réelle, mais trop minoritaire pour peser.

Amiantés, puis licenciés... un résumé de toute la pourriture du système capitaliste !

---

## BRP Bernay : chantage patronal



Travailler 39 heures, payées 35. La dernière trouvaille des patrons de BRP (ex-YSL) reste en travers de la gorge des ouvriers. Le rachat YSL par BRP s'était déjà soldé par 39 suppressions d'emploi, la perte du 13ème mois et de nombreux autres acquis.

Pire encore, les employé-e-s sur les lignes qui travaillent en équipes devront travailler 41h30 par semaine, car elles et ils ont une pause obligatoire de 20 mn que le patron compte récupérer. De plus ils devront travailler 6 samedi par an, auront leurs congés imposés, dont uniquement 15 jours l'été et verront leur mutuelle supprimée en fin d'année 2009.

Malgré les alternatives proposées par le syndicat CGT de l'entreprise la direction ne veut rien entendre.

Pourquoi se priveraient-ils quand le gouvernement leur laisse les mains libres en cette période où les patrons savent bien que le personnel n'a aucune chance de trouver un emploi ailleurs ?

Jusqu'au jour où les salariés de BRP, comme ceux de tout le pays, relèveront la tête pour refuser de payer leur crise, à l'image de la mobilisation victorieuse aux Antilles...

Une perspective urgente à l'heure où TSN à Bernay qui emploie une cinquantaine d'ouvriers se retrouve en règlement judiciaire.

---

## Fondation du NPA : un parti pour les luttes et la transformation révolutionnaire de la société !

Le Nouveau Parti Anticapitaliste s'est fondé le premier week-end de février, adoptant un programme, des statuts provisoires, un nom, une orientation politique et élitant une direction.

Avec plus de 9 000 adhérents, 467 comités locaux, le NPA est présent dans tous les départements et, depuis son congrès de fondation, les demandes d'adhésion ne cessent d'affluer.

Face à Sarkozy, l'ami des patrons et des milliardaires, et à la guerre sociale qu'il mène contre les travailleurs et les jeunes, face à la faillite et la capitulation des partis de gauche, nous voulons faire du NPA un parti utile aux mobilisations d'aujourd'hui. Rejoignez-nous !



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

Ne pas jeter sur la voie publique.